

PRÉSENTATION PRESSE

RAPPORT ETAT
DE LA PAUVRETÉ 2025

30 ans de regard sur la pauvreté

Résultats et messages clés





- Introduction générale

L'ASSOCIATION:

En 2024, en France, grâce au 3500 équipes locales (France métropolitaine et outre mer) et un réseau de près de 58 000 bénévoles et de 910 salariés, l'an dernier 1 120 000 personnes ont été accompagnées et soutenues dans nos 2 500 lieux d'accueil.

A l'international, en 2024, 335 opérations ont été menées dans 48 pays en lien avec le réseau Caritas internationalis (162 Caritas) et 3,2 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide à l'internationale.

NOTRE RAPPORT PAUVRETÉ 2025:

Cette année, notre rapport statistique fait une rétrospective statistique à partir de l'analyse de la situation de plus de 2,7 millions de ménages accueillis entre 1994 et 2024 : grandes tendances démographiques, rapport à l'activité et évolutions des indicateurs de pauvreté.



- Pourquoi revenir sur 30 ans de pauvreté?

- 30ème rapport statistique dans sa version actuelle, grand public.
 30 ans d'interpellation des pouvoirs publics sur la situation des plus pauvres.
- 1994 est marqué par un contexte national de conscientisation de la pauvreté. La pauvreté est déclarée "Grande cause nationale" par le gouvernement.
- Entre 1996 et 2023, le taux de pauvreté est passé de 14% à 15%
- Vers un sursaut de l'opinion publique et des pouvoirs publics ?

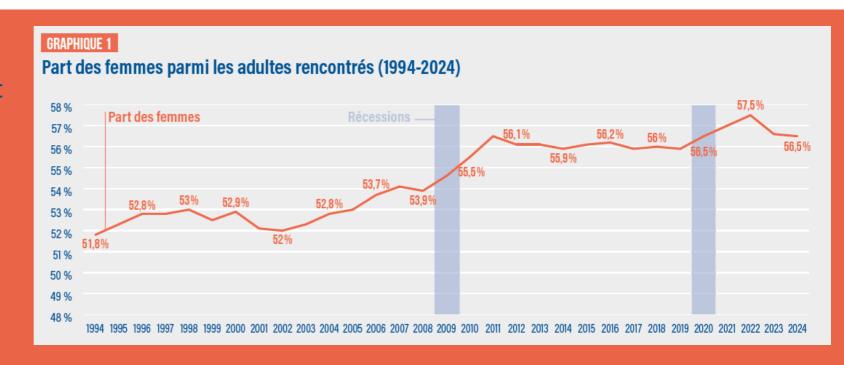
ENSEIGNEMENTS
CLES DU RAPPORT
2025



1. Les femmes et les enfants d'abord



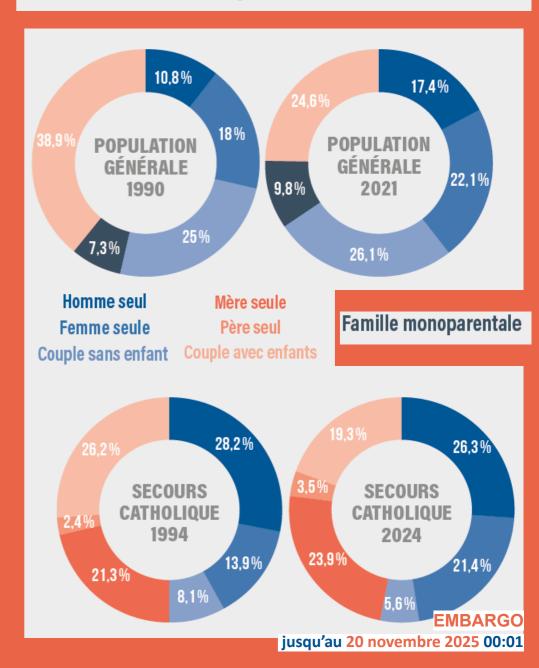
En **2024**, les **femmes** représentent 56% des personnes rencontrées. Elles étaient déjà majoritaires en 1994 soit une augmentation de +5 points en 30 ans.



1.Les femmes et les enfants d'abord

- Surreprésentation des familles avec enfants particulièrement les mères isolées → ¾ vivent dans l'extrême pauvreté
- Les enfants sont les premières victimes de la pauvreté subie
 - 39% des personnes soutenues sont des enfants
 - **22** % vivent dans un ménage sans aucune ressource (seulement 2 % en 1994)
- Logement instable :
 - 30 % des personnes sont des mères seules et 37 % des couples avec enfants en 2024. Les proportions ont quasiment doublées en 10 ans.

Répartition des ménages selon la structure familiale



2. Une pauvreté davantage liée à des problèmes de santé ou de handicap



En 2024, 23% des personnes rencontrées ont des problèmes de santé. Elles sont en situation de handicap ou elles perçoivent des prestations liées à la santé* (15 % en 1999)

- Publics les plus concernés : personnes françaises (1/3), la moitié des 50-59 ans en milieu rural, et 4 pères seuls sur 10 (nouveau phénomène).
- La hausse reflète moins une meilleure prise en charge qu'un basculement dans la précarité lié à la santé ou au handicap
- L'inaptitude au travail pour raison de santé a doublé : 7 % en 1999 → 14 % en 2024.
- Depuis 2008, santé dégradée ou handicap sont de plus en plus souvent liés à un licenciement.

3. Le nouveau visage des travailleurs pauvres 1/2



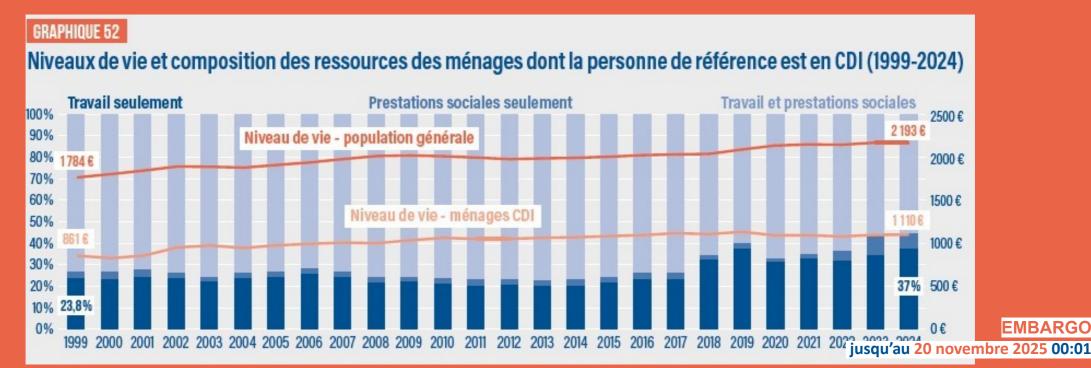
- En 2024, le taux d'emploi des adultes rencontrés est de 18%, c'est en très légère hausse par rapport à 1999 (+2 pts) => Cependant c'est 3,8 fois inférieur au taux d'emploi en population générale sur l'ensemble de la même période.
- ¾ (72%) des personnes en emploi occupent un emploi précaire :
 - Les emplois à temps partiel (27%) : le plus souvent occupé par les femmes
 - Les emplois en intérim et emplois saisonnier (15%): le plus souvent occupés par les hommes



3. Le nouveau visage des travailleurs pauvres 2/2

- 28% de personnes rencontrées qui ont un emploi sont en CDI en 2024, +10 pts en 25 ans.
 - => Néanmoins il y a décrochage de leur niveau de vie depuis 2017 (1126 € 2017 vs 1110 € en 2024)

Un travailleur pauvre est une personne en emploi avec un niveau de revenu inférieur au seuil de pauvreté 1316 euros en 2024



AUTRES CONSTATS MARQUANTS



La récente intensification de la pauvreté

Niveaux de vie

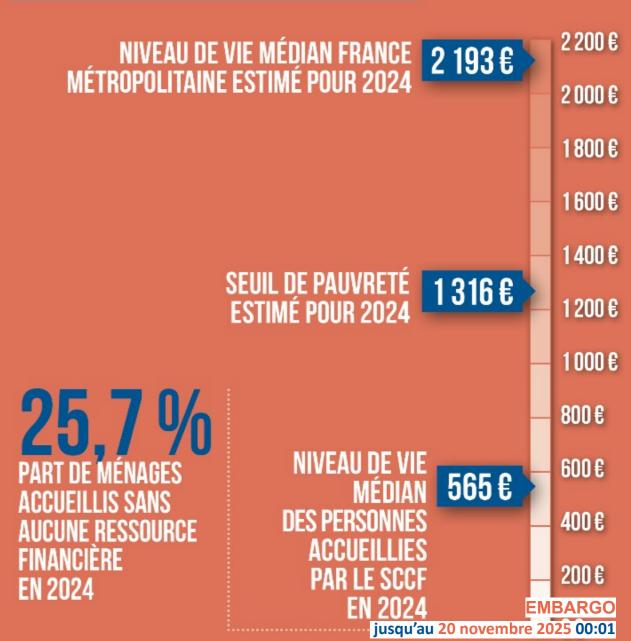


Taux de pauvreté

- 95% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (+3 pts depuis

74% des ménages vivent sous le seuil d'extrême pauvreté (+11 pts

RESSOURCES MENSUELLES EN 2024



Le creusement des inégalités, y compris chez les plus pauvres



L'écart entre le niveau de vie des 10% des personnes accueillies les plus pauvres et des 10% les moins pauvres augmente.

En effet, les 10% des ménages les plus pauvres accueillis en 1999 avaient un niveau de vie environ 3 fois moins élevé que celui des 10% les moins pauvres. Cet écart est désormais supérieur à 5 en 2024*.

→ le SCCF accueille aujourd'hui simultanément davantage de ménages aux niveaux de vie moins faibles qu'en 1999 et des ménages aux ressources extrêmement faibles.

*échantillon composé uniquement des ménages aux ressources non nulles.

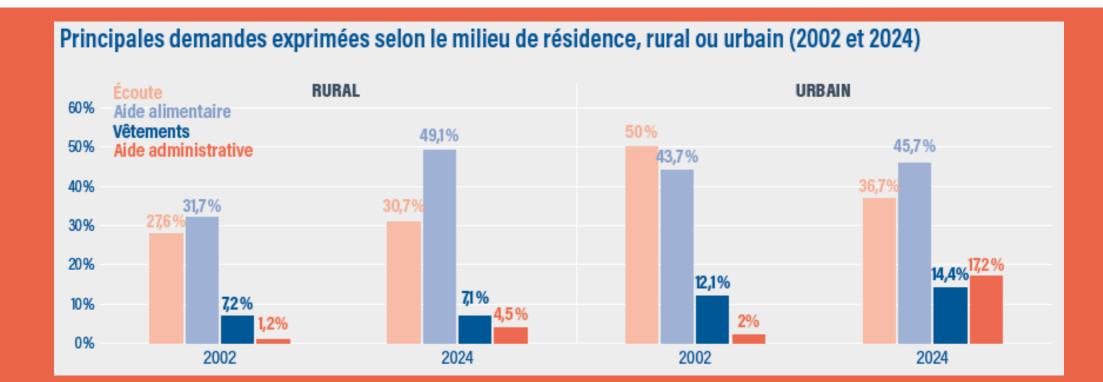
La pauvreté rurale gagne du terrain



1 ménage rencontré sur 6 vit en zone rurale en 2024 contre 1 sur 8 en 1994.

La **pauvreté rurale** touche principalement :

- **les personnes françaises** : leur part a doublé passant de 16% en 1994 à 32% en 2024.
- **les personnes âgées de 60 ans et plus** représentent 18% des personnes vivant en milieu rural contre 12% des personnes en milieu urbain.
- => augmentation de la demande d'aide alimentaire dans le rural.



Le retour progressif de la pauvreté des seniors

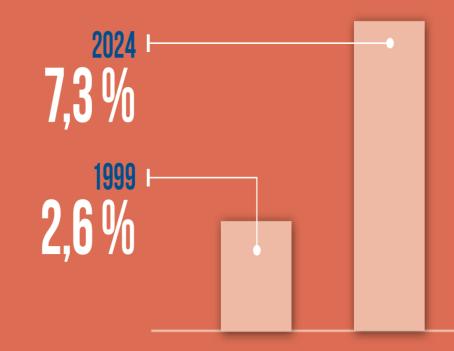
- La part des 60 ans et plus a triplé en 30 ans (3% en 1994 à 7% en 2024)
 - → sous-représentation par rapport à la population générale mais donne à voir un signal faible

Les conditions de vie (niveau de vie de 1040€ en 2024) et de logement des retraités modestes sont moins précaires que la moyenne des personnes accueillies,

Deux visages:

- les personnes déclarant une maladie, une situation de handicap
- les femmes seules en situation d'isolement

ÉVOLUTION DE LA PART DES PERSONNES AGÉES DE 60 ANS ET PLUS (1999 ET 2024)



L'explosion de la part des ménages sans ressources



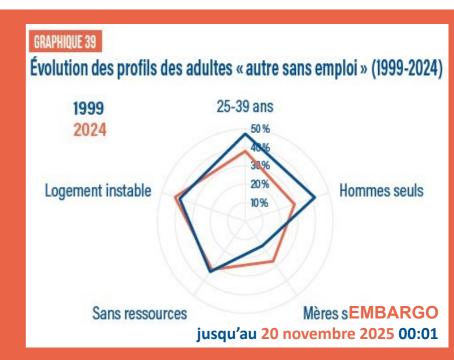
Très forte hausse de la part de **ménages sans ressources** (26% en 2024 contre 10% en 1994)

- 70% sont des ménages dont la personne de référence est de nationalité étrangère au statut administratif instable
- Forte hausse récente parmi les ménages français → reflet des difficultés d'accès aux droits (dématérialisation, ruptures de droits)
- 70% vivent en situation d'errance, sans logement stable ⇒ Depuis 2017, appauvrissement progressif lié à l'accueil croissant de ménages sans ressources + stagnation du niveau de vie des autres ménages

Baisse des chômeurs, davantage de personnes éloignées de l'emploi



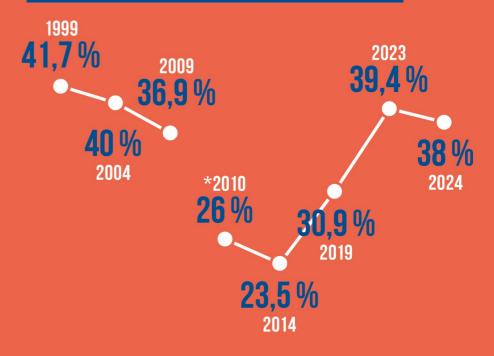
- **Éloignement de l'emploi durable** : 65% des chômeurs sans droit à l'assurance chômage le sont depuis au moins un an (+19 points en 25 ans).
- Basculement des ménages vers des situations hors emploi :
 - hausse des personnes sans droit au travail
 - hausse des personnes en inaptitude pour raisons de santé
 - hausse des personnes très éloignées de l'emploi



Non recours aux prestations sociales

- Sans redistribution, le taux de pauvreté en France s'élèverait, non pas à 15,4% mais à 21,7% (cf. Cour des Comptes)
- Le taux de non-recours au RSA en 2024 touche 38% des ménages éligibles français. (+10pts depuis 2015)
- Méconnaissance du dispositif, complexité des démarches, dématérialisation, délais de traitement, crainte des ruptures de droits, refus de principe, progression de la stigmatisation
- le non-recours touche particulièrement les hommes seuls, les pères isolés et les couples.

ÉVOLUTION DU NON-RECOURS AU RMI / RSA PARMI LES MÉNAGES FRANÇAIS (1999-2024)



* 2010 : rupture de la série

ENSEIGNEMENTS TRANSVERSES



La pauvreté n'est pas un choix...



La pauvreté n'est pas un choix, mais le résultat de déterminants structurels

 Les constats du Secours Catholique sont sans appel : en 30 ans, passage d'une pauvreté conjoncturelle à une pauvreté multidimensionnelle structurelle

Changement de regard de la société sur la pauvreté : entre méfiance et empathie

- Années 1980 : création du RMI → protéger les personnes privées d'emploi
 - → Un Etat responsable de réparer sa dette sociale envers les plus pauvres victime du chômage et de la crise économique
- Depuis 2010 : montée du **discours de responsabilisation** et des politiques publiques d'activation
 - → les pauvres perçus comme « coupables » de leur situation
 - → les droits sont conditionnés, les conditions d'éligibilités sont réduites

....mais la pauvreté n'est pas une fatalité



- Quand on agit, ça marche
 - 1997-2001 : baisse du chômage + politiques volontaristes → 800 000 personnes sorties de la pauvreté
 - Lois et dispositifs sociaux (CMU, RSA, aides Covid, boucliers tarifaires, etc.) → effets
 positifs mesurables
- Quand on affaiblit les protections, la pauvreté augmente
 - Réformes chômage depuis 2021 → hausse du chômage non-indemnisé / "inactivité"
 - Décrochage volontaire du RSA par rapport au SMIC → appauvrissement
 - Interdiction de travailler pour les sans-papiers → précarité extrême
 - ⇒ La pauvreté n'est pas une fatalité : elle recule ou progresse selon les politiques menées



RECOMMANDATIONS DU SECOURS CATHOLIQUE

POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE



Pour un appel au sursaut collectif

- Refuser de laisser 9,8 millions de personnes vivre dans la pauvreté
- Adoption d'objectifs structurants pour l'action publique en terme de lutte contre la pauvreté

Réinsuffler de la fraternité dans nos relations et nos politiques

- **Reconnaître la pauvreté** dans toutes ses dimensions pour lutter efficacement et de manière globale
- Respecter les personnes en situation de pauvreté
- Eradiquer les maltraitances

Garantir une vie digne

- Améliorer l'accès à des services publics de qualité
- Instaurer un vrai revenu minimum garanti décent
- Mettre en oeuvre réellement le DALO
- Développer des politiques publiques de transition écologique et alimentaire juste

Contacts presse

Djamila Aribi

djamila.aribi@secours-catholique.org
06 85 32 23 39

Christelle Bresin

christelle.bresin@secours-catholique.org
06 71 00 69 73

#rapportpauvrete

